



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

PRÉFET DE LA MANCHE

**DIRECTION  
DEPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES ET DE LA  
MER DE LA MANCHE**

**GAEC LA FERME DU TEMPLE  
28 RUE DE LA FERME DU TEMPLE  
50 170 HUISNES-SUR-MER**

**" Service  
Environnement "**

Dossier suivi par :  
Raphaël JOLY

Mèl : raphael.joly@manche.gouv.fr

Tél. : 02 33 77 52 91  
Fax : 02 33 06 39 09

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement : **Projet de création d'un forage ( Alimentation d'une exploitation agricole ) - HUISNES-SUR-MER**  
**Courrier de notification de décision**

Réf. : 50-2021-00003

SAINT-LO CEDEX, le 19 janvier 2021

Monsieur le Gérant,

Par courrier en date du 14 janvier 2021, vous avez déposé un dossier de déclaration concernant :

**Projet de création d'un forage ( Alimentation d'une exploitation agricole )**

dossier enregistré sous le numéro : **50-2021-00003**.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration relatif à cette opération.

J'attire votre attention sur le fait, sauf accord formel préalable, qu'il vous est **interdit de commencer cette opération avant le 14 Mars 2021, délai imparti à l'administration pour faire une éventuelle opposition motivée à votre déclaration** conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Durant ce délai il peut également vous être demandé des compléments sur le fond au titre de la régularité de votre dossier, ou des prescriptions spécifiques éventuelles peuvent vous être imposées.

Passé ce délai, en l'absence de réaction de l'administration, un accord tacite est donné à votre déclaration en application de l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Par ailleurs vous trouverez également le (ou les) arrêté(s) de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu des rubriques concernées par votre opération.

La mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité, objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé.

A défaut, en application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration du projet cessera de produire effet lorsque celui-ci n'aura pas été mis en service ou réalisé dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou, à défaut, dans un délai de trois ans à compter de la date de déclaration.

En cas de demande de prorogation de délai, celle-ci sera adressée au préfet, dûment justifiée, au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Gérant, l'expression de mes salutations distinguées.

**Pour le Préfet de la Manche,  
Et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale  
des Territoires et de la Mer,  
Le Responsable de l'unité « Eaux et Milieux  
Aquatiques »,**



**Yann DUWELZ .**

#### **P.J. : arrêté de prescriptions générales**

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « Informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**PRÉFET DE LA MANCHE**

**Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer  
de la Manche**  
477 Boulevard de la Dollée  
B.P. 60355  
50 015 Saint-Lô Cédex

Téléphone : 02 33 77 52 91  
Télécopie : 02 33 06 39 09  
Mél : raphael.joly@manche.gouv.fr

**RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
CONCERNANT  
PROJET DE CRÉATION D'UN FORAGE ( ALIMENTATION D'UNE EXPLOITATION AGRICOLE )  
COMMUNE DE HUISNES-SUR-MER**

**DOSSIER N° 50-2021-00003**

**Le préfet de la MANCHE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS  
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.**

**VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1  
à R. 214-56 ;**

**VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Couesnon, approuvé le 12 décembre  
2013 ;**

**VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement  
considéré complet en date du 14 Janvier 2021, présenté par le GAEC LA FERME DU TEMPLE  
représenté par Monsieur le Gérant LESAGE Michel, enregistré sous le n° 50-2021-00003 et  
relatif à : Projet de création d'un forage ( Alimentation d'une exploitation agricole ) ;**

**SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la MANCHE ;**

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**GAEC LA FERME DU TEMPLE  
28 RUE DE LA FERME DU TEMPLE  
50 170 HUISNES-SUR-MER**

**concernant :**

### Projet de création d'un forage ( Alimentation d'une exploitation agricole )

dont la réalisation est prévue dans la commune de HUISNES-SUR-MER

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 14 Mars 2021**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être faite une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5<sup>ème</sup> classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être faite opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par l'unité Protection de la Ressource et Aménagement à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de HUISNES-SUR-MER

où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la MANCHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

L'unité Protection de la Ressource et Aménagement l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**A Saint-Lô, le 19 janvier 2021,  
Pour le Préfet de la Manche,  
Et par délégation,  
Pour la Directrice Départementale  
des Territoires et de la Mer,  
Le Responsable de l'unité « Eaux et Milieux  
Aquatiques »,**



**Yann DUWELZ .**

### **PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales**

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)

## **ANNEXE**

### **LISTE DES ARRÊTES DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

- Arrêté du 11 septembre 2003 (1.1.1.0)



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
départementale  
des territoires et de la mer**

Service Environnement  
Unité : Protection de la Ressource et  
Aménagement

Affaire suivie par : Raphaël JOLY  
02 33 77 52 91  
raphaël.joly@manche.gouv.fr

Objet : Prélèvement eau souterraine –  
récépissé de décision finale

M. Michel LESAGE, gérant du  
GAEC LA FERME DU TEMPLE  
28, Rue de la Ferme du Temple  
50170 HUISNES SUR MER

Saint-Lô, le 17/02/2021

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

**Projet de création d'un forage d'irrigation (maraîchage) et modification d'un système de  
prélèvement en eau sur la commune de HUISNES-SUR-MER**

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 19 janvier 2021, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

**Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations**

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune :

- HUISNES-SUR-MER

pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Manche durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La responsable de l'unité Protection de la Ressource et  
Aménagement du Service Environnement  
de la DDTM de la Manche

Marie BATAILLE





Pour copie certifiée conforme à l'original et transmise à :

**M. le sous-préfet d'AVRANCHES**

**M. le maire de HUISNES SUR MER**

**M. le président du syndicat mixte du bassin de la Sélune – Espace Eco Michel THOURY – 7 boulevard Willy Stein – 50240 SAINT JAMES**

**M. le président de la C.L.E. du SAGE Couesnon – 1, Rue Louis Lumière – Parc de L'Aumallerie – 35133 LA SELLE EN LUITRE**

**Mme la déléguée départementale – Agence Régionale de Santé – Délégation Départementale Manche – Place de la Préfecture – BP 50431 – 50000 SAINT-LO**

**OFB – Service départemental de la Manche – 18, avenue de la République  
50200 COUTANCES**

**Mme la directrice départementale des territoires et de la mer – Service environnement –  
Boulevard de la Dollée – 500015 SAINT LO CEDEX**

**SAINT-LO, le 18 FEV. 2021**

*Pour le Préfet, et par délégation,*

*Pour le Directeur départemental des territoires et de la mer,*

*La responsable de l'unité « Protection de la Ressource et Aménagements » du service  
environnement de la DDTM de la Manche,*



**Marie BATAILLE**